

**DIRECTION GENERALE DES SERVICES TECHNIQUES**

Direction des Bâtiments

SR/FB D-22-3209

Guyancourt, le 22/06/2022

Affaire suivie par Stéphanie RODRIGUES

Tél. : 01.30.64.21.98

**PROCES-VERBAL DE VISITE**

**DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITÉ**

Visite du 22 juin 2022

**OBJET:** Commune de Guyancourt  
Etablissement : **Bibliothèque Universitaire SQY**  
Visite de réception de travaux suite à avis défavorable du 04/10/2021  
Adresse : 45 bd Vauban 78280 GUYANCOURT

**REFERENCE(S)** : Convocation écrite du 26/05/2022 portant le n°: D-22-4019

**Personnes présentes à la commission (nom et titre) :**

Président de la Commission – Adjoint au Maire

- **Monsieur Roger ADÉLAÏDE**

Représentant de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

- **Adjoint-Chef Fabrice PEYTOUT**

Représentant de la Direction Départementale du Territoire

- 

Représentant de Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou gendarmerie

- 

Secrétariat de la Commission de Sécurité

- **Madame Stéphanie RODRIGUES**

Représentants de la Direction de l'Etablissement visité

- Monsieur Laurent PELTIER- Responsable Technique Sécurité Incendie
- Monsieur Smaïl AJAGAMELLE - Chargé de sécurité Incendie (U.V.S.Q)
- Monsieur Frédéric COQUARD - Responsable Pôle Travaux (U.V.S.Q)
- Monsieur Louis Kim VAISSAIRE - Responsable Pôle Maintenance (U.V.S.Q)
- Madame Nathalie WATRIN – Directrice des Bibliothèques Universitaires (U.V.S.Q)
- Madame Chantal MERLE – Responsable de la bibliothèque
- Monsieur Maxime ALBERTINO – Conducteur de Travaux (U.V.S.Q)

### OBSERVATIONS

Il incombe au Responsable d'Etablissement d'informer le Secrétariat de la Commission communale de Sécurité, de la levée des prescriptions mentionnées dans le rapport de visite et faisant l'objet d'un délai de réalisation.

A cet effet, il conviendra d'indiquer par retour de courrier :

- la dénomination de l'établissement,
- la date de Visite de la Commission communale de Sécurité,
- les numéros et délais fixés des prescriptions,
- les dates de réalisations auxquelles les prescriptions auront été suivies d'effets permettant à la Commission de lever celles-ci.

Affaire suivie par : Adjudant-chef PEYTOUT Fabrice

Tél ; 01.39.30.56.70

Mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL  
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ  
DE GUYANCOURT**

-----

Visite du 22 juin 2022

OBJET : Commune de GUYANCOURT  
Dossier : Bibliothèque Universitaire - UVSQ (#297-ERP-159)  
Affaire : Visite de contrôle et de réception de travaux  
Adresse : 45 boulevard Vauban

REF : Code de la construction et de l'habitation (CCH).  
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.  
Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité n°63717 du 18 mars 2022 relatif à la demande d'autorisation de travaux n°07829722E0002 du 31 janvier 2022  
Procès-verbal de la commission communale de sécurité de GUYANCOURT du 4 octobre 2021.

La commission communale de sécurité de GUYANCOURT s'est réunie le mercredi 22 juin 2022 afin de procéder à la visite de contrôle et de réception de travaux de l'équipement d'alarme de la bibliothèque universitaire UVSQ.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 1210 personnes dont 38 au titre du personnel. Il est classé en type S avec activités de type L de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

Les constatations sur place permettent de faire les remarques suivantes :

- Le rapport de vérification quinquennale des ascenseurs mentionne 1 observation non levée.
- L'issue de secours située dans la salle auditorium donnant directement sur l'extérieur est difficilement manœuvrable.
- Des multiprises électriques sont utilisés dans plusieurs locaux.

- Les dispositions nécessaires de mise à l'abri préalable des occupants ne pouvant évacuer ou être évacuée rapidement en cas d'incendie n'est pas réalisée dans l'établissement.

Après visite, la commission émet :

- un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation levant l'avis défavorable émis par la commission communale de sécurité de GUYANCOURT le 4 octobre 2021 ;
- un **avis favorable** à la réception de travaux relatif à la demande d'autorisation de travaux n°07829722E0002 du 31 janvier 2022 concernant la réfection de l'équipement d'alarme incendie.

Elle demande que le responsable de l'établissement respecte les prescriptions suivantes :

1°) Lever la non-conformité mentionnée dans le rapport de vérification quinquennale de l'ascenseur par un personnel spécialisé et dûment qualifié et annexer au registre de sécurité l'attestation de ces interventions (articles R.143-34 du code de la construction et de l'habitation et AS 8).

2°) Effectuer la maintenance nécessaire pour permettre l'ouverture facile et intégrale de l'issue de secours située dans la salle auditorium donnant directement sur l'extérieur (articles R.143-4 du code de la construction et de l'habitation et CO 45).

3°) Interdire l'emploi de fiches multiples dans l'établissement, le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles (article EL 11 §7).

4°) Déposer, auprès de l'autorité administrative pour avis de la sous-commission départementale de sécurité, un dossier concernant les dispositions nécessaires à la mise à l'abri des personnes ne pouvant évacuer ou être évacués rapidement en cas d'incendie. Les dispositions constructives des niveaux situés en superstructures sont réalisées en compartiments disposant déjà de zones refuges temporaires à proximité des escaliers. Cette solution équivalente à l'espace d'attente sécurisé doit répondre aux caractéristiques définies par l'article CO 59 et être retenue, formulée et annexée au registre de sécurité en établissant des consignes d'évacuation en cas d'incendie (articles R.143-22 du code de la construction et de l'habitation, GE 2 et GN 8).

Le Président

De la commission Communale de Sécurité

De GUYANCOURT

(Nom, Qualité et signature du président de la Commission)

Roger ADELME

Adjoint au Maire



### Rappels de la réglementation 1<sup>er</sup> groupe

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle. Si désenfumage mécanique et SSI de catégorie A ou B : tous les trois ans par un organisme agréé.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- le groupe électrogène de sécurité (article EL 18) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle. De plus, certaines installations techniques devront toujours être vérifiées par une personne ou un organisme agréé, il s'agit notamment du SSI de catégories A : à la réception et tous les trois ans.
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

***Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).***

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. ***Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).***

Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).





**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service départemental  
d'incendie et de secours  
des Yvelines**

Groupement Prévention / RCCI

Affaire suivie par : Adjudant-chef PEYTOUT Fabrice  
N° 64377

tél : , 01.39.30.56.70  
mail : prevention.sud@sdis78.fr

**PROCÈS VERBAL  
DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ**  
Séance du 1<sup>er</sup> juillet 2022

**OBJET :** Commune de GUYANCOURT  
Dossier : Bibliothèque universitaire UVSQ (#297-ERP-159)  
Affaire : Demande de dérogation à l'article CO 24 §1  
Adresse : 45 boulevard Vauban

**REF :** Demande de dérogation en date du 13 mai 2022  
Code de la construction et de l'habitation.  
Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.  
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.  
Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité n°54282 du 15 mars 2019 relatif à la demande d'autorisation de travaux n°07829719E0004 du 14 février 2019.

Les membres de la sous-commission départementale de sécurité ont étudié ce jour le dossier cité en objet.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 1210 personnes dont 38 au titre du personnel. Il est classé en type S avec activités du type L de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

**Descriptif des travaux :**

*Le dossier concerne le projet de construction d'une salle acoustique de 64 m<sup>2</sup> située au rez-de-chaussée de la bibliothèque universitaire pour lequel la sous-commission départementale de sécurité a émis un avis favorable dans le procès-verbal du 15 mars 2019 relatif à la demande d'autorisation de travaux n°07829719E0004 du 14 février 2019.*

*Le pétitionnaire demande, en dérogation à l'article CO 24 §1, l'autorisation de ne pas respecter les dispositions réglementaires concernant les caractéristiques de résistance au feu des parois vitrées de ce local.*



## Demande de dérogation

Le pétitionnaire demande, en dérogation à l'article CO 24 §1, l'autorisation de ne pas respecter les dispositions réglementaires concernant les caractéristiques de résistance au feu des parois vitrées de la salle acoustique située au rez-de-chaussée de l'établissement.

Considérant les points suivants :

- Le local, créé au rez-de-chaussée et en partie centrale de la salle de lecture de l'établissement, est situé en vis-à-vis avec le poste de sécurité ;
- Les parois sont vitrées et transparentes ;
- Les matériaux utilisés pour les divers revêtements du local respectent les dispositions des articles AM ;
- Le pétitionnaire prévoit l'installation d'un éclairage de sécurité, d'un diffuseur sonore et d'une détection incendie dans la salle acoustique qui sera reliée au système de sécurité incendie de catégorie A.

Cette demande est acceptable.

La commission émet un **avis favorable** à la demande de dérogation à l'article CO 24 §1.

Conformément à l'article R.143-13 du code de la construction et de l'habitation, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire doit faire connaître au demandeur sa décision relative à l'octroi de la dérogation sollicitée.

### **Rappels de la réglementation - 1<sup>er</sup> groupe**

Le contrôle exercé par l'administration et la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent (article R.143-34 du code de la construction et de l'habitation).

Le pétitionnaire est tenu de faire procéder par des personnes ou par un organisme agréé aux vérifications réglementaires prévues par les articles GE 7 § 1 et GE 8 § 1 du règlement de sécurité.

Il est tenu de fournir à la commission de sécurité chargée de la visite les documents suivants (article 46 du décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié) :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait exécuter l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité (articles R.125-17 à R.125-21 du code de la construction et de l'habitation) ;
- l'attestation du bureau de contrôle précisant que la mission solidité a bien été exécutée, les relevés de conclusions des rapports de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage devront compléter cette attestation.

Il doit annexer au registre de sécurité les procès-verbaux, rapports de vérifications techniques et justificatifs permettant de s'assurer que les matériaux, éléments de construction et installations techniques répondent aux dispositions du règlement de sécurité et les fournir au secrétariat de la commission compétente deux jours francs, avant la date de visite périodique arrêtée par son président (article R.143-37 du code de la construction et de l'habitation, articles GN 12 et GE 8 § 1 du règlement de sécurité, articles 46 à 48 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié).

Le pétitionnaire doit s'assurer que les travaux qui ne peuvent être entrepris qu'en présence du public, ne fassent courir un quelconque danger à celui-ci ou n'apportent une gêne pour son évacuation.

Dans cette perspective, les zones en chantier doivent être convenablement balisées et isolées des surfaces accessibles au public, sans avoir pour effet de neutraliser même temporairement des dégagements réglementairement exigibles pour l'évacuation de l'établissement.

En outre, des moyens d'extinction et de secours supplémentaires doivent être mis à la disposition du personnel lorsque la nature des travaux exercés le justifie (article GN 13).



GUYANCOURT - Bibliothèque Universitaire - UVSQ  
Établissement n°#297-ERP-159 - 64377

Rapport d'étude : demande de dérogation à l'article CO 24 §1

**AVIS CONCLUSIF :**

Après avoir délibéré, la sous-commission départementale de sécurité émet un **avis favorable** à la demande de dérogation sollicitée.

Le/la président/e

